

Séminaire 2025 de l'Université Européenne de la Paix

« Forger la paix, prévenir les guerres »

Pour marquer le 80ème anniversaire de la Charte des Nations Unies (26 juin 1945), les 3,4 et 5 avril derniers, l'UEP a organisé dans les locaux de l'UBO un séminaire sur la réforme de l'ONU. Le texte ci-dessous est un résumé des travaux menés au cours de ces trois jours. Pour accéder à l'intégrale des travaux du séminaire, consulter le site <http://www.uep.infini.fr>



Quel avenir pour le multilatéralisme ?

Tel est le thème de la conférence par laquelle, dans un amphi comble, **Pascal Boniface**, géopolitologue, directeur de l'Institut des Recherches Internationales et Stratégiques, a ouvert le séminaire.

Quelques points marquants de l'exposé et des échanges qui ont suivi : Avec les guerres en Ukraine, au Moyen Orient... mais aussi le retour au pouvoir de Trump la question de l'avenir du multilatéralisme n'a jamais été autant d'actualité. Alors que dans un monde globalisé tous les soucis (ex : crise climatique) doivent être réglés par tous, l'unilatéralisme voulu notamment par Trump crée des résistances et des contre-pouvoirs qui mènent à une impasse.

Poutine accuse les occidentaux d'avoir spolié la Russie dont il veut restaurer la grandeur. Il use pour cela de la force. Trump, lui, remet en cause le concept de « monde occidental », le droit international et les structures (ONU, OMC, Déclaration universelle des droits de l'homme, convention sur le génocide). Il veut défaire tout ce qui entrave sa volonté de faire des Etats Unis une superpuissance, Trump ne connaît que le « hard power » (menace, guerre, droits de douane) au détriment du « soft power » c'est-à-dire d'une diplomatie active au bénéfice de tous.

Hier le monde fonctionnait selon 3 coupures : URSS/Russie-monde occidental, monde occidental-Sud, Chine-Russie. Les USA étaient à la tête du monde occidental et assuraient sa sécurité (OTAN). Aujourd'hui ça ne fonctionne plus comme ça. Trump discute directement avec Poutine de l'avenir de l'Ukraine, c'est la fin du monde occidental.

L'Europe doit acquérir son autonomie mais 63% de son armement provient des USA et Suède et Finlande ont rejoint l'OTAN.

La situation géopolitique est difficile, terrible à Gaza. Les provocations de Trump pourraient donner des idées à d'autres, la Chine contre Taïwan même si les menaces sur son économie pourraient la freiner. Et puis il y a la montée de l'extrême droite en Hongrie, en Italie et le même scénario ne peut plus être exclu en France, ni dans les autres pays de l'Union européenne.

Peut-on être optimiste malgré tout ?

Arrêtons de dénigrer systématiquement l'ONU ! On parle beaucoup de ce qui ne marche pas, mais on oublie qu'elle permet d'arrêter des guerres, et puis il y a ses agences qui fonctionnent bien (OMS...). Le Haut-commissariat aux réfugiés est indispensable. En France la plupart des médias classiques appartiennent à des oligarques mais les réseaux sociaux fonctionnent et permettent de s'organiser. L'ennemi c'est la passivité. Les bonnes idées peuvent se diffuser par les réseaux, les collectifs peuvent appeler à manifester...

En conclusion de cette soirée un appel à se battre, à mobiliser l'opinion publique et à ne pas accepter de ne pas se sentir concerné est lancé.

L'ONU, un système à revoir ? Comment ?

Suivie par une soixantaine de personnes, la table ronde du vendredi s'ouvre sur une intervention vidéo de **Raphaël Maurel**, Maître de Conférence à l'Université de Bourgogne, dans laquelle l'auteur récent d'une *Charte des Nations Unies* commentée en format de poche insiste sur l'intérêt de cette charte qui, depuis 1945, a contribué à créer les équilibres et les conditions pour aller vers un monde apaisé.

Parole est ensuite donnée à **Jacques Fath**, essayiste et spécialiste des relations internationales.

Aujourd'hui critiquée pour son impuissance face aux conflits, l'ONU souffre de sa mise à l'écart dans les médias et le débat public alors qu'elle constitue la base de l'ordre international actuel.

La réforme de l'ONU est nécessaire même si elle ne constituera pas à elle seule *La Réponse* à la crise actuelle du multilatéralisme. Elle est aussi possible et la prééminence du droit, de la diplomatie, de la responsabilité et de la sécurité collective doit être priorisée.

Il y a un ordre mondial à repenser et à transformer. Il faut en finir avec l'hégémonie occidentale et donner une place aux autres acteurs (BRICS). Redéfinir l'ONU sans l'affaiblir, renforcer sa crédibilité doivent constituer un réel objectif. Pour cela trois idées à promouvoir :

– L'ONU doit produire une véritable pensée politique, rappeler des valeurs et des principes, dire le droit et prendre des décisions. Sa (ré)installation comme instance primordiale dans la gouvernance de l'ordre international appelle le renforcement des pouvoirs de son secrétariat général.

– La composition du Conseil de sécurité doit être revue en tenant compte de la configuration géopolitique actuelle. Le droit de veto doit être soit supprimé soit aménagé pour ne plus être instrumentalisé par les grandes puissances.

– Les Nations Unies doivent s'affirmer comme cadre de réflexion et d'orientation sur les enjeux économiques, sociaux et écologiques de la planète.

Monique Chemillier-Gendreau, professeur émérite de Droit international, intervient ensuite, soulignant d'entrée l'absence de l'ONU dans les processus de règlement des grands conflits actuels : Gaza, Ukraine, Soudan, RDC, Yémen...

Certes on ne peut nier le rôle positif de son réseau d'agences telles l'UNWRA pour la Palestine, l'OMS, l'OIT, l'UNESCO...mais sur le terrain où on l'attend en premier -le maintien de la paix- ce qui ressort se sont ses défaillances, son impuissance à empêcher le recours à la force.

Plusieurs raisons l'expliquent : absence de « tiers impartial », faiblesse des moyens humains (casques bleus) et financiers (budget). Mais la principale raison est de nature juridique : le droit international n'a pas de portée universelle. Les résolutions de l'ONU ne sont pas contraignantes, les traités internationaux n'engagent que ceux qui les ont signés.

Comment changer les choses alors qu'aucune réforme de la Charte n'est possible sans l'accord des 5 états membres qui n'y ont aucun intérêt ?

Il faut imaginer un « après » ONU, une autre organisation non hiérarchique où la souveraineté des peuples l'emporterait sur celle des Etats, avec un corpus de droits pour tous, et le désarmement à terme de tous les Etats.

Au cours du débat qui suit sont évoqués : droit d'ingérence opposable au principe de souveraineté, extension du principe de subsidiarité et définition de compétences supra nationales, vers une fédération mondiale d'acteurs libres, liés par des normes et des règles librement édictées et respectées...



Construire la paix sur de nouvelles bases

Tel est le fil directeur des quatre ateliers du samedi en fac de médecine, ateliers suivis par une quarantaine de participants dont une quinzaine d'étudiants d'Histoire de l'UBO.

A partir d'une présentation introductive réalisée à chaque fois par un groupe d'étudiants ont successivement été abordés le matin la question du *multilatéralisme et du droit international : les fondements à défendre** ; les problèmes posés par le *conseil de sécurité et le droit de veto : la réforme nécessaire** ; les cas originaux de deux agences de l'ONU, *OIT et OMS : des pistes pour une nouvelle gouvernance**. Synthèse des travaux du matin, l'atelier de l'après-midi avait pour but d'examiner en matière de *Réforme de l'ONU, quelles préconisations pour un monde durablement en paix ?* *. Lors de ces ateliers, Monique Chemillier-Gendreau et Jacques Fath, le matin et Guy Massiah (altermondialiste et fondateur d'ATTAC), en visio conférence l'après-midi, jouant le rôle de grand témoin, nourrissaient le débat de leur expertise.

Difficile de faire une synthèse fidèle du vaste remue-méninge que fut cette journée en ateliers. Contentons-nous d'évoquer quelques points forts qui sont ressortis des débats.

- Le véritable multilatéralisme, celui qui est à la base d'un monde de paix, implique l'égalité considération de tous les Etats, le colonisé d'hier au même titre que le colonisateur. Pour cela il faut en premier lieu en finir avec le statut de membre permanent du Conseil de Sécurité et l'aristocratie de fait de la gouvernance onusienne qu'il entretient.
- La prise en compte de la diversité des cultures dans l'application des règles du droit international est le meilleur garant de leur respect.

- La mobilisation des opinions publiques est essentielle pour pousser les Etats à renoncer à toute logique de force et de puissance, pour les contraindre à respecter leurs engagements en matière de justice, d'égalité et de droits humains
- Démocratiser l'ONU en en faisant une instance tripartite incluant les Etats (leurs gouvernants comme actuellement), mais aussi des représentants des parlements, des représentants de la société civile, ...première étape vers un gouvernement mondial ?

- Renforcer les pouvoirs de l'ONU en matière de maintien de l'ordre en créant l'OTAM (Organisation du Traité de l'Alliance Mondiale) véritable bras armé de l'ONU tel que prévu dans la Charte (art 27), et en la dotant de moyens à la hauteur de ses missions.

- Revoir les formes de financement de l'ONU et surtout leurs montants qui, pour une instance dédiée au maintien de la paix du monde, restent dérisoires comparés aux sommes englouties par les Etats pour se préparer à la guerre ou pour la faire.

Au terme de ce séminaire, le sentiment largement partagé est que la réflexion sur la réforme de l'ONU doit être poursuivie. Pourquoi pas dès cet automne à l'occasion du quatre vingtième anniversaire de sa création (24 octobre 1945) ? Avec l'espoir que cette fois les élu-es du territoire et plus généralement le monde politique dont nous avons déploré l'absence, seront présents.

* en italique, les titres des quatre exposés des étudiants



Assistance lors de la conférence de P.Boniface